

# France/A l'occasion de la visite du président égyptien Des ONG appellent Macron à dénoncer les violations des droits humains

AFP  
Paris/France

Abdel Fattah al-Sissi effectue depuis hier une visite officielle de trois jours à Paris.

PLUSIEURS ONG dont Human Rights Watch (HRW), la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et Reporters sans frontières (RSF) ont exhorté hier le président français Emmanuel Macron à dénoncer les violations des droits humains en Egypte, à l'occasion de la visite officielle à Paris du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi.

"La France devrait veiller à faire de la situation des droits humains une priorité de ses relations avec l'Égypte", a indiqué HRW dans un communiqué, accusant Paris, qui entretient d'excellentes relations commerciales et sécuritaires avec le Caire,

d'"ignorer" le bilan de M. Sissi en matière des droits de l'Homme.

"Nous comptons sur vous pour rappeler que la France ne cautionne pas les pratiques répressives de l'Égypte et estime que des réformes significatives en faveur des droits humains, de la démocratie et de la société civile doivent être engagées", ont souligné de leur côté dans une lettre conjointe à Emmanuel Macron les ONG EuroMed Droits, Coordination Sud, FIDH, l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme et RSF.

Le président Macron rencontrera pour la première fois son homologue égyptien ce mardi à l'Élysée, et la présidence a assuré que la situation des droits de l'Homme serait abordée.

Lors de sa visite de trois jours, M. Sissi doit également rencontrer des entrepreneurs et des ministres, dont le chef de la diplomatie Jean-Yves Le Drian, qui a piloté des ventes d'armes majeures avec le Caire lorsqu'il était ministre de

la Défense sous l'ex-président François Hollande.

"Ces entretiens devraient être l'occasion de réévaluer le soutien économique, sécuritaire et militaire de la France au gouvernement égyptien, en le conditionnant à des améliorations tangibles de la situation des droits de l'homme", estime HRW.

Depuis 2015, l'Égypte a conclu des contrats d'armement avec la France pour plus de 6 milliards d'euros (3 930 milliards de francs) comprenant notamment 24 avions de combat Rafale, une frégate, deux porte-hélicoptères Mistral et des missiles.

"Sous la présidence d'al-Sissi, le gouvernement égyptien fait preuve d'un mépris total pour la Constitution du pays et le droit international. Al-Sissi a présidé à la pire crise des droits humains qu'ait connue l'Égypte depuis des décennies", citant arrestations massives, usage "systématique" de la torture, répression des ONG, des homosexuels...



La situation des droits de l'homme en Égypte devrait être abordée lors de la rencontre ce mardi entre les présidents Abdel Fattah al-Sissi et Emmanuel Macron, ce dernier pressé par des ONG.

Paris doit mettre fin à cette "ère de mansuétude", insiste HRW. "Prétendre que la question des droits humains est évoquée dans les discussions tout en persistant à ne pas agir serait comme mettre sous le tapis les revendications et la souffrance des Égyptiens", a déclaré la directrice de l'organisation pour la France, Bénédicte Jeanne-rod.

De leur côté, la FIDH, RSF et les ONG co-signataires sou-

lignent que "les défenseurs et défenseuses des droits humains, les activistes LGBT et les journalistes sont constamment harcelés et poursuivis en justice pour l'exercice pacifique de leurs activités", et appellent M. Macron à demander au président égyptien "de mettre un terme à la campagne de criminalisation des défenseurs et à cesser de les poursuivre en raison de leurs activités légitimes et pacifiques".

## Etats-Unis/Politique

### McCain ironise sur l'exemption de service militaire de Trump

AFP  
Washington/États-Unis

LE sénateur américain John McCain a adressé une nouvelle pique au président Donald Trump, avec qui il entretient des relations conflictuelles, en ironisant sur les raisons qui ont permis au milliardaire d'être exempté de service militaire dans sa jeunesse. Le sénateur républicain était interviewé dimanche soir sur la chaîne C-SPAN 3 à propos de la guerre du Vietnam, lui qui a été prisonnier de guerre pendant plus de cinq ans dans les

geôles de Hanoï où il a connu la torture.

"Un aspect du conflit que je n'accepterai jamais est qu'on a envoyé les gens aux revenus les plus modestes, et que les plus riches trouvaient un docteur qui leur diagnostiquait un éperon osseux", a-t-il déclaré, en référence à une excroissance osseuse au talon diagnostiquée à Donald Trump en 1968, lui permettant d'échapper à la conscription.

"Si l'on doit demander à tous les Américains de servir sous les drapeaux, alors ils doivent tous le faire", a-t-il insisté.

En 2015 M. Trump, alors candidat à la primaire ré-

publicaine, avait publiquement remis en cause l'honneur de John McCain, dont les états de service sont très respectés aux États-Unis. "J'aime les gens qui ne se font pas capturer", avait déclaré le milliardaire, qui n'a lui-même jamais servi dans l'armée.

Depuis son élection, l'ancien magnat de l'immobilier doit faire face aux vives critiques de John McCain et ne manque pas de lui répondre, au risque de s'aliéner une partie de la courte majorité républicaine au Sénat (52 voix sur 100).

"Je suis très, très gentil. Mais à un certain moment, je riposte, et cela ne va pas être beau à voir", avait no-



Encore une pique du sénateur John McCain en direction du président Donald Trump, nouvelle illustration de leurs relations exécrables.

tamment déclaré M. Trump la semaine dernière ("L'Union" du 18 octobre 2017).

"J'ai fait face à de rudes adversaires dans ma vie", lui avait rétorqué le vétéran du Vietnam.

## Espagne/Politique

### Catalogne : Madrid menace encore Puigdemont !

AFP  
Madrid/Espagne

LE président séparatiste de la Catalogne Carles Puigdemont n'aura plus aucun pouvoir samedi, une fois que le Sénat aura autorisé la suspension d'autonomie de sa région, a prévenu hier la vice-présidente du gouvernement espagnol.

"Le président de la Generalitat (exécutif catalan),

n'exercera plus ses fonctions une fois cet accord publié", a déclaré Soraya Saenz de Santamaria questionnée par la radio Onda Cero sur ce que ferait le gouvernement si M. Puigdemont refusait de quitter ses fonctions.

"Il n'aura plus de signature, il ne pourra plus prendre de décisions valables, il ne touchera plus son salaire", a-t-elle ajouté, en insistant sur le fait qu'il ne pourra plus jouir d'aucun bénéfice assorti à sa fonction.

Le président catalan a notamment des gardes du corps, un appartement à Barcelone, dans le palais de la Generalitat, et des voitures de fonction.

La vice-présidente n'a cependant pas précisé quelles mesures concrètes prendra le gouvernement si Carles Puigdemont, un ancien journaliste de 54 ans qui dirige la Catalogne depuis début 2016, désobéit.

Samedi, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy a annoncé qu'il allait

demander au Sénat la mise en œuvre de l'article 155 de la Constitution pour l'autoriser à prendre le contrôle de l'exécutif catalan, de la police régionale et mettre sous tutelle le Parlement catalan, avec en ligne de mire l'organisation d'élections régionales début 2018.

Le Sénat, où le parti de Mariano Rajoy dispose de la majorité absolue, devrait voter ces mesures en séance plénière vendredi. La décision de Mariano Rajoy intervient au mo-

ment où les indépendantistes menacent de déclarer unilatéralement l'indépendance de la Catalogne, région où vivent 16% des Espagnols.

C'est pour l'Espagne sa plus grave crise politique depuis qu'elle a renoué avec la démocratie en 1977.

Les indépendantistes majoritaires au Parlement de Catalogne ont annoncé hier qu'ils prévoyaient la tenue d'une séance plénière de cette assemblée dès jeudi.

## A travers le monde

### •Afghanistan/Conflit. Tillerson en visite surprise à Kaboul

Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a effectué hier une visite surprise en Afghanistan pour s'entretenir avec le président Ashraf Ghani de la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan, selon les reporters accrédités par le Département d'Etat.

### •Allemagne/Justice. Prison à vie pour un "citoyen du Reich" meurtrier



Un Allemand, accusé d'appartenir aux "citoyens du Reich", une nébuleuse qui refuse de reconnaître la République allemande et dont l'expansion inquiète, a été condamné hier à la réclusion à perpétuité pour avoir tué un policier en 2016.

### • Proche-Orient/Conflit. Israël accuse le Hezbollah

Le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman a accusé hier le Hezbollah libanais d'être à l'origine de tirs d'obus en provenance de Syrie sur la partie du plateau du Golan occupé par Israël, sans que le régime syrien soit impliqué.

### • Russie/Armée. Un militaire abat quatre de ses camarades en Tchétchénie

Un militaire de la Garde nationale russe a abattu hier quatre de ses camarades dans leur base en Tchétchénie avant d'être à son tour tué, a annoncé cette organisation notamment chargée de combattre le terrorisme.

### • Syrie/Conflit. L'EI accusé de nouvelles exactions

Le groupe Etat islamique (EI) a été accusé hier d'avoir "exécuté au moins 116 civils" dans une ville du centre de la Syrie avant d'en être chassé, au moment où il ne reste plus aux jihadistes qu'un territoire restreint dans ce pays en guerre.

### • Yémen/Conflit. Quatre soldats tués dans un attentat-suicide

Quatre soldats yéménites et cinq kamikazes ont été tués hier dans une attaque revendiquée par Al-Qaïda contre une position militaire dans le sud du pays, selon les services des services de sécurité.